

La police municipale à Béziers : quel coût pour la garde prétorienne du maire ?

A l'instar des empereurs romains, le maire de Béziers s'est affublé d'une police municipale qui à tout d'une garde prétorienne. Sa fonction au quotidien est de protéger la personne physique du maire, son appartement, ses déplacements, ses prises de parole.

Ceux et celles qui ont manifesté le lundi 4 décembre contre l'inauguration de la crèche illégale ont pu voir à quoi ressemble une garde rapprochée.

Comme la garde prétorienne déjà citée, la police municipale est de fait, une police privatisée aux ordres d'une personne (l'empereur, le maire) qui exécute des tâches de police assignées aux limites de ses compétences.

Il suffit pour s'en convaincre de voir le ballet des policiers municipaux dans la ville :

- quand ils attendent en nombre l'éventuel contrevenant à la sortie d'un virage aveugle,
- quand ils stationnent en voiture en plein croisement où au milieu d'un feu rouge,
- quand ils démarrent toutes sirènes hurlantes dans des crissements de pneus,
- quand ils interpellent en encerclant une personne ou un véhicule,

Les policiers municipaux ont la réputation de cow-boy sur la ville. C'est vrai et ils font tout pour mériter cette réputation, souvent au détriment de la carrosserie de leurs véhicules de service qui sont abonnés aux réparations.

Le but comme pour la garde prétorienne est d'être vu et craint. Si la garde prétorienne avait pouvoir de vie ou de mort sur n'importe quel citoyen romain. La police municipale est elle heureusement limitée au pouvoir d'interpellation et de verbalisation.

Il faut dire qu'à Béziers elle en abuse puisque en 3 ans, toute police confondue, les recettes des amendes ont augmentées de 412 566 euros en 3 ans. Soit quasiment un 1/2 million d'euros, pour atteindre en 2016 1 509 002 euros.

On comprend mieux pour toutes ces raisons pourquoi la police municipale est l'enfant chéri du maire !

Mais la mise sur un piédestal de la police municipale à un coût qui vient d'être démontré lors d'une conférence de presse de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) 34 le 6 décembre dernier.

En premier le recrutement à prix d'or de policiers municipaux d'autres mairies frontistes comme Orange ou Bollène. Les charges de personnel de la police municipale passent ainsi de 2 135 983 euros en 2013 à 5 218 580 euros en 2016. Soit une progression de 144 % en trois exercices.

Parallèlement, jusqu'en 2014 les charges de personnel ne pesaient que 2,35 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. Ce poids est plus que doublé en deux ans puisqu'il atteint 5,29 % en 2016.

Rapportées à l'habitant les charges de personnel de la police municipale sont à 68 euros / Habitant en 2016. Elles étaient de 33 euros / Habitant en 2014. L'augmentation est là aussi de l'ordre de 131 % en 3 ans !

Passé ce constat financier déjà alarmant, une question se pose : comment financer à telle hauteur un service sans grever les comptes de la commune ?

Tout simplement en imposant une cure d'austérité aux autres services de la ville.

En effet si les effectifs de la police municipale ont augmenté de plus de 100 % en 3 ans. (Il y avait 41 postes en 2013 il y en a 87 en 2016)

Tous les autres services de la ville ont vu leurs effectifs diminuer, quelquefois de manière drastique comme le service administratif qui perd 115 postes en 3 ans (2013/2016), le service technique qui perd 101 postes et le service social 35 postes dans la même période.

L'augmentation exponentielle de la police municipale à Béziers c'est faite au détriment d'autres services municipaux : c'est ce que l'on peut appeler le libéral sécuritaire !

Passé ce constat doublement accablant, on peut se demander pour quels résultats ?

Béziers a 1 policier municipal pour 850 habitants.

Montpellier a 1 policier municipal pour 1550 habitants.

Il y a-t-il deux fois moins de délinquance à Béziers ? Il y a-t-il deux fois plus de délinquance à Montpellier ?

D'autant plus que les choix du maire de privilégier la police municipale au détriment d'autres services va être amplifié par la suppression de 142 emplois aidés sur la ville.

Au final ce que connaît le quartier de la Devèze (20 000 habitants !) un service nettoyage composé d'un agent de maîtrise, deux balayeurs et un karcher risque de devenir la norme pour tous les quartiers qui ne sont pas dans l'hyper centre : soit dans un rayon de 800 mètres autour de l'appartement du maire.